



Distribution: générale

Date: 2 octobre 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2017/7-C/3/2

Questions opérationnelles

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentation budgétaire pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Madagascar 200735

Réponse aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des populations touchées par des catastrophes naturelles, et renforcement de la résilience des communautés en situation d'insécurité alimentaire dans les régions du sud-ouest, du sud et du sud-est

	Coût (en dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	61 724 737	11 930 788	73 655 525
Transferts de type monétaire et coûts connexes	43 500 576	17 585 614	61 086 191
Développement et augmentation des capacités	2 710 020	1 142 422	3 852 442
Coût total pour le PAM	129 748 386	38 578 671	168 327 058

Marqueur de l'égalité hommes-femmes 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance l'augmentation budgétaire de 38 578 671 dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Madagascar 200735, "Réponse aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition des populations touchées par des catastrophes naturelles, et renforcement de la résilience des communautés en situation d'insécurité alimentaire dans les régions du sud-ouest, du sud et du sud-est", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée de 18 mois allant du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2019.

21 septembre 2017

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale p. i.
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

M. M. Ouedraogo
Directeur de pays
courriel: moumini.ouedraogo@wfp.org

Nature de l'augmentation

1. La présente révision budgétaire, qui est la quatrième proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200735, prorogera cette intervention de 18 mois afin de la faire coïncider avec le plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) pour Madagascar, qui sera mis en œuvre de janvier 2018 à juin 2019, avant le lancement du premier plan stratégique de pays pour Madagascar en juillet 2019.
2. Plus précisément, cette révision budgétaire permettra de financer:
 - la prolongation de 18 mois de la durée de l'IPSR;
 - la prise en charge de 951 167 bénéficiaires supplémentaires, le nombre total passant à 3 020 307;
 - la fourniture de 17 387 tonnes de produits alimentaires supplémentaires au titre des transferts de vivres, la quantité totale passant à 110 003 tonnes;
 - une augmentation de 11 930 788 dollars du coût des produits alimentaires et des coûts connexes, leur montant total passant à 73 655 525 dollars;
 - une augmentation de 5 396 008 dollars des coûts d'appui directs, qui passeront à 18 720 849 dollars;
 - une augmentation de 2 523 838 dollars des coûts d'appui indirects, qui s'élèveront à 11 012 051 dollars; et
 - une augmentation de 38 578 671 dollars du budget total du projet, qui passera à 168 327 058 dollars.

Justification de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 200735 englobe une gamme d'activités de secours et de redressement visant à répondre aux besoins immédiats des communautés touchées par des catastrophes et à renforcer la résilience. Ces activités se concentrent dans les régions du sud et du sud-est du pays qui affichent les niveaux d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité face aux chocs les plus élevés. Le bureau de pays s'efforce de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et de prendre en compte la problématique hommes-femmes dans toutes les activités. Il s'emploie notamment à cet égard à inciter les hommes à être des acteurs du changement.
 - Des distributions générales de vivres, associant des transferts de produits alimentaires et des transferts de type monétaire, sont assurées pendant 15 jours par mois.
 - Les distributions générales de vivres sont suivies d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A) de courte durée axées sur le redressement rapide, qui sont destinées à reconstituer les actifs indispensables et à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des populations victimes de catastrophes soudaines ou à évolution lente.
 - Un appui nutritionnel est disponible pour traiter la malnutrition aiguë modérée en cas de situation d'urgence nutritionnelle¹.
 - Les activités 3A à l'appui de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience, qui utilisent des modalités faisant appel aux vivres et aux espèces et sont établies à la lumière de l'approche à trois niveaux², visent à accroître la résilience des communautés les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire qui sont victimes de chocs récurrents.

¹ Cette activité est déclenchée dès lors que les taux de malnutrition aiguë globale dépassent 10 pour cent, conformément aux seuils d'urgence nationaux.

² L'approche à trois niveaux repose sur l'analyse intégrée du contexte, la programmation saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification communautaire participative à l'échelon local.

- Une assistance technique est également apportée pour renforcer la capacité du Gouvernement, des partenaires coopérants et des communautés à se préparer aux situations d'urgence et à y faire face.
4. L'IPSR complète le programme de pays Madagascar 200733, qui est axé sur les causes à moyen et à long terme de l'insécurité alimentaire chronique dans le pays.

Recommandations issues de la réévaluation

5. À Madagascar, 90 pour cent de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté³ et 5 millions de personnes vivent dans des zones sujettes aux catastrophes naturelles qui compromettent leur sécurité alimentaire⁴. De plus, la faible productivité agricole, le manque de possibilités économiques et l'insuffisance des services sociaux, associés à des disparités entre les sexes profondément ancrées⁵ et à des chocs climatiques récurrents, sapent les efforts qui sont faits en faveur d'un progrès socioéconomique durable et sans exclusive.
6. L'insécurité alimentaire à Madagascar est principalement due à des problèmes d'accès économique à la nourriture. D'après l'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire conduite en 2016 dans les régions sujettes à la sécheresse dans le sud de Madagascar, près de 60 pour cent de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Les ménages dirigés par une femme sont plus fréquemment touchés (45 pour cent) que ceux dirigés par un homme (34 pour cent) en raison de facteurs socioculturels discriminatoires, notamment l'accès limité aux ressources et à l'éducation dont pâtissent les femmes.
7. Madagascar figure parmi les six pays enregistrant les taux de malnutrition chronique les plus élevés, et près de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance⁶. À l'échelle nationale, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est de 8 pour cent, les régions du sud étant les plus durement touchées. Une enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition réalisée en 2017 par le module de la nutrition a permis de constater que les taux de malnutrition aiguë globale étaient supérieurs à la moyenne nationale dans cinq des huit districts examinés et aux seuils d'urgence dans trois d'entre eux: Amboasary (13,7 pour cent), Bekily (10,8 pour cent) et Beloha (13,9 pour cent). L'anémie touche 35 pour cent des filles et des femmes en âge de procréer et 50 pour cent des enfants de moins de 5 ans. Les taux de mortalité infantile et maternelle demeurent élevés, s'établissant respectivement à 56 pour 1 000 et à 440 pour 100 000⁷.

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

8. La prolongation de l'IPSR pour une durée de 18 mois permettra au PAM de poursuivre les interventions en cours dans le cadre du PSPP-T. L'accent continuera d'être mis sur la réponse aux besoins des populations vulnérables et touchées par une catastrophe moyennant la fourniture d'une assistance alimentaire d'urgence, des activités favorisant le redressement rapide et le renforcement de la résilience, et des interventions nutritionnelles.
- *Assistance alimentaire d'urgence*: des vivres et des transferts de type monétaire seront utilisés pour venir en aide à 58 000 bénéficiaires dans les zones sujettes aux inondations et à 100 000 autres personnes dans les zones touchées par la sécheresse.

³ Calculé à partir de l'incidence de la pauvreté, avec un seuil de 3,10 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat de 2013).

⁴ Les données ventilées par sexe et par âge ne sont pas encore toutes disponibles. Il est prévu d'effectuer une analyse de la problématique hommes-femmes et de mettre en place des mécanismes de collecte des données au deuxième trimestre de 2017.

⁵ Parmi les exemples de disparités entre les sexes figurent l'accès limité des femmes à la propriété foncière et à la prise de décisions concernant le choix des cultures.

⁶ Institut national de la statistique. 2012-2013. Enquête nationale sur le suivi des objectifs du Millénaire pour le développement à Madagascar (2012-2013).

⁷ Le taux de natalité chez les adolescentes pour la période 2006–2010 était de 147,1 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans. Des données précises sur la mortalité maternelle chez les adolescentes ne sont pas disponibles, mais le jeune âge est l'un des principaux facteurs de risque pour ce qui est de la mortalité maternelle.

- *Activités 3A à l'appui du redressement rapide*: un appui assorti de conditions sera fourni à 102 500 bénéficiaires dans les zones sujettes aux cyclones après une crise soudaine et à 140 000 autres personnes dans les zones touchées par la sécheresse afin de favoriser le redressement rapide, au moyen de transferts de vivres et de transferts de type monétaire. Ces activités, qui seront mises en œuvre pendant la phase d'urgence, présentent de faibles risques (dégagement des chemins, par exemple).
 - *Activités 3A à l'appui de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience*: ces activités permettront de venir en aide à 100 000 bénéficiaires dans les zones exposées aux cyclones et aux inondations et à 300 000 autres personnes dans les zones frappées par la sécheresse. Les interventions 3A nécessitent une phase préparatoire plus longue en raison de la complexité des activités prévues, qui visent à permettre aux communautés d'absorber plus facilement les futurs chocs et de préserver leurs moyens d'existence.
 - *Nutrition*: 27 003 enfants de moins de 5 ans vivant dans les régions du sud et du sud-est du pays, fréquemment touchées par la sécheresse, bénéficieront d'un programme de traitement de la malnutrition aiguë modérée. Afin de prévenir le partage des produits nutritionnels spécialisés fournis à ce titre, les familles des enfants recevront des rations de protection⁸.
9. À la suite de la situation d'urgence prolongée provoquée par le phénomène El Niño, le PAM a accru la coordination et la collaboration avec les parties prenantes, en particulier le Gouvernement⁹, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et un large éventail d'organisations non gouvernementales nationales et internationales, afin de concourir au rétablissement des moyens d'existence. La collaboration avec la FAO vise à garantir que l'intervention conjointe permettra de réduire les déficits de consommation alimentaire, de traiter la malnutrition aiguë et de reconstituer les moyens d'existence des populations vulnérables touchées, la FAO axant ses efforts sur l'appui au secteur agricole et aux moyens d'existence.
10. En consultation avec les modules de la sécurité alimentaire, des moyens d'existence et de la nutrition, le PAM ciblera certaines communautés prioritaires qui affichent les taux d'insécurité alimentaire grave et de malnutrition les plus élevés dans les régions du sud. Au niveau des ménages, les bénéficiaires seront sélectionnés à l'aide d'une approche communautaire participative qui s'accompagnera de mesures de sensibilisation et de la mise en place, à l'échelle des communautés, d'un comité chargé du ciblage et d'un comité chargé des réclamations et des recours. Les critères spécifiques reposent sur des variables indirectes pour mesurer la vulnérabilité, notamment des ménages dirigés par une femme et de ceux qui comprennent des filles ou des femmes enceintes et allaitantes, des personnes touchées par la tuberculose, des personnes âgées ou handicapées et des enfants de moins de 5 ans, qui présentent des taux de dépendance économique élevés, sont dépourvus des capacités nécessaires pour travailler, ne possèdent pas ou peu de terres, ou sont touchés par d'autres chocs.
11. Dans le cadre de l'IPSR, on s'efforcera de mettre en œuvre les mesures d'appui à la nutrition, les distributions générales de vivres et les activités 3A sur les mêmes sites en vue d'accroître les synergies entre les objectifs visés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. On s'attachera également à renforcer les synergies avec les activités relevant du programme de pays du PAM: le programme de supplémentation alimentaire généralisée, qui sera mis en œuvre au quatrième trimestre de l'année, complétera l'assistance apportée par l'IPSR en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en prévenant la détérioration de l'état nutritionnel des filles et des femmes enceintes et allaitantes ainsi que des jeunes enfants pendant la période de soudure. Le programme de repas scolaires mis en œuvre dans le cadre du programme de pays constitue un

⁸ Une ration de protection correspond à une ration distribuée dans le cadre des distributions générales de vivres (voir le tableau 2).

⁹ Les activités de secours et de redressement rapide menées par le PAM sont exécutées en étroite coordination avec l'Autorité nationale de gestion des risques de catastrophe. Les activités liées aux transferts de type monétaire sont coordonnées avec le Fonds d'intervention pour le développement, qui est un organisme gouvernemental mettant en œuvre un programme de filets de protection sociale financé par la Banque mondiale.

filet de sécurité pour les ménages vulnérables et complète les activités de secours et de redressement rapide exécutées dans les mêmes zones.

12. Des transferts de type monétaire seront effectués dans les zones où les marchés proches des communautés fonctionnent correctement et où la couverture de réseau mobile permet de transférer des fonds. Si les travaux d'analyse semblent indiquer que les transferts de type monétaire pourraient présenter un moins bon rapport coût-efficacité que l'utilisation de vivres (valeur Oméga de 1,02), ces transferts constituent cependant une modalité viable, car ils permettent aux bénéficiaires de choisir les produits alimentaires en fonction de leurs préférences, ils ont un impact positif sur les économies et les marchés locaux et ils offrent de la souplesse. Le nombre de bénéficiaires devant recevoir une assistance de type monétaire a été déterminé à partir d'une analyse de la capacité d'approvisionnement des marchés.
13. La composition et la valeur nutritionnelle des rations alimentaires en nature demeureront inchangées, mais les types de céréales distribuées pourront varier si d'importantes contributions en nature sont reçues.
14. La valeur des transferts de type monétaire est calculée à partir du prix au détail sur le marché local d'un assortiment alimentaire correspondant aux habitudes et aux préférences alimentaires des bénéficiaires et répondant aux besoins nutritionnels et énergétiques minimaux. Le PAM a conclu des contrats avec deux prestataires de services financiers via la téléphonie mobile et une institution de microfinancement, et il est en train de mettre en service la plateforme SCOPE de gestion des bénéficiaires et des transferts. Il pourra ainsi choisir le mécanisme d'exécution le mieux adapté aux conditions locales. Des bons-valeur ont été utilisés à titre expérimental à Madagascar en 2017, et leur usage sera transposé à plus grande échelle dans les mois à venir.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Catégorie de bénéficiaires	Chiffres actuels			Période correspondant à la prolongation			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Action à mener dans les zones sujettes aux cyclones et aux inondations										
Secours et redressement rapide										
Distributions générales de vivres (en nature)	Ration familiale	114 626	117 724	232 350	11 445	11 755	23 200	126 071	129 479	255 550
Distributions générales de vivres (espèces)	Ration familiale	3 500	4 000	7 500	16 240	18 560	34 800	19 740	22 560	42 300
Activités 3A – redressement rapide (en nature)	Ration familiale	39 000	40 000	79 000	20 241	20 759	41 000	59 241	60 759	120 000
Activités 3A – redressement rapide (espèces)	Ration familiale	9 000	9 500	18 500	29 919	31 581	61 500	38 919	41 081	80 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants de 6 à 59 mois	9 096	5 904	15 000	-	-	-	9 096	5 904	15 000
	Filles et femmes enceintes et allaitantes; ration familiale de protection	-	6 000	6 000	-	-	-	-	6 000	6 000

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ										
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Chiffres actuels			Période correspondant à la prolongation			Chiffres révisés		
		Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/hommes	Filles/femmes	Total
Renforcement de la résilience										
Activités 3A (en nature)	Ration familiale	43 014	44 176	87 190	19 733	20 267	40 000	62 747	64 443	127 190
Activités 3A (espèces)	Ration familiale	34 287	35 213	69 500	29 600	30 400	60 000	63 887	65 613	129 500
Action à mener dans les zones touchées par la sécheresse										
Secours et redressement rapide										
Distributions générales de vivres (en nature)	Ration familiale	314 153	322 637	636 790	19 734	20 266	40 000	333 887	342 903	676 790
Distributions générales de vivres (espèces)	Ration familiale	188 033	214 967	403 000	29 600	300 400	60 000	217 633	245 367	463 000
Activités 3A – redressement rapide (en nature)	Ration familiale	103 184	105 816	209 000	27 647	28 353	56 000	130 831	134 169	265 000
Activités 3A – redressement rapide (espèces)	Ration familiale	121 623	128 377	250 000	41 440	42 560	84 000	163 063	170 937	334 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Enfants de 6 à 59 mois	73 132	47 468	120 600	16 375	10 628	27 003	89 507	58 096	147 603
	Ration familiale de protection	235 813	242 187	478 000	74 000	76 000	150 000	309 813	318 187	628 000
Prévention de la malnutrition aiguë	Enfants de 6 à 23 mois	51 544	33 456	85 000	-	-	-	51 544	33 456	85 000
	Filles et femmes enceintes et allaitantes	-	58 000	58 000	-	-	-	-	58 000	58 000
Renforcement de la résilience*										
Activités 3A (en nature)	Ration familiale	82 166	84 394	166 560	59 197	60 803	120 000	141 363	145 197	286 560
Activités 3A (espèces)	Ration familiale	45 263	46 487	91 750	88 799	91 201	180 000	134 062	137 688	271 750
Nombre total de bénéficiaires (cumulé)		1 467 434	1 546 306	3 013 740	483 970	493 533	977 503	1 951 404	2 039 839	3 991 243
Nombre total de bénéficiaires après ajustement (hors chevauchement)		1 008 622	1 060 518	2 069 140	467 998	483 169	951 167**	1 476 620	1 543 687	3 020 307

* Les activités de renforcement de la résilience sur plusieurs années destinées aux populations victimes de la sécheresse seront suspendues pendant la période de soudure, durant laquelle les activités de secours seront prioritaires.

** Dans le cadre du PSPP-T, l'effet direct stratégique 1 concernera les 551 167 bénéficiaires prévus au titre de l'IPSR et les 7 000 bénéficiaires prévus au titre du programme de pays. L'effet direct stratégique 4 ne concernera que le nombre de bénéficiaires prévus dans l'IPSR (400 000).

- Le PAM appliquera ses procédures normalisées en matière d'achat et appuiera l'autonomisation économique des petits exploitants au moyen d'achats locaux. Il continuera de surveiller les prix des produits et procédera à des achats régionaux ou internationaux en fonction des conditions du marché, le cas échéant. Toutefois, vu les longs délais de livraison des produits achetés sur les marchés internationaux, le PAM aura recours à des achats locaux lorsque les conditions seront favorables, en particulier durant les premiers mois d'une situation d'urgence. Les produits

alimentaires¹⁰ qui ne sont pas disponibles localement continueront d'être achetés sur les marchés régionaux et internationaux.

16. Les modalités faisant appel aux transferts de vivres et aux transferts de type monétaire demeureront identiques en ce qui concerne les rations distribuées dans le cadre des activités.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES QUOTIDIENNES/TRANSFERTS RÉVISÉS PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)

	Secours et redressement rapide							Renforcement de la résilience	
	Distributions générales de vivres – biscuits à haute teneur énergétique	Distributions générales de vivres – vivres	Activités 3A – vivres	Remise d'espèces non assortie de conditions	Activités 3A – espèces	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – femmes	Traitement de la malnutrition aiguë modérée – enfants de moins de 5 ans	Activités 3A – vivres	Activités 3A – espèces
Biscuits à haute teneur énergétique (g/personne/jour)	450								
Céréales (g/personne/jour)		400	400					400	
Légumes secs (g/personne/jour)		60	60					60	
Huile végétale (g/personne/jour)		35	35			20			
SuperCereal (g/personne/jour)						200			
Plumpy'Sup (g/personne/jour)							100		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)				0,40 ^a	0,40 ^b				0,26 ^c
Total	450	495	495			220	10	460	
Total kcal/jour	2 025	1 954	1 954	1 954	1 954	929	500	1 543	1 543
% de kcal d'origine protéique	10,7	10,4	10,4	10,4	10,4	13	10	16,2	16,2
% de kcal d'origine lipidique	30	22,9	22,9	22,9	22,9	35	55	4,8	4,8
Nombre de jours d'alimentation par an	15	15	20	15	20	90	60	120	120

^a La valeur des transferts monétaires non assortis de conditions a été calculée à partir de la ration destinée aux distributions générales de vivres. On part du principe que les espèces seront utilisées pour acheter un assortiment alimentaire composé de 400 grammes de céréales, de 60 grammes de légumes secs et de 35 grammes d'huile végétale par personne et par jour.

^b Les activités 3A prévoient l'exécution de travaux occasionnels légers (conformément à la politique du Gouvernement) et les sommes prévues correspondent à la valeur des transferts monétaires non assortis de conditions.

^c La valeur des transferts monétaires pour les activités 3A menées dans le cadre de la composante liée à la résilience (équivalent au salaire minimum) est harmonisée par l'Autorité nationale de gestion des risques de catastrophe avec celle des transferts effectués par d'autres intervenants. D'après de récents calculs, la somme journalière de 0,26 dollar est légèrement supérieure à la valeur de la ration alimentaire prévue au titre des activités 3A. Cet écart permettra d'atténuer les effets d'une légère inflation liée à la fluctuation saisonnière des prix des denrées ou à des tendances inflationnistes.

¹⁰ Biscuits à haute teneur énergétique, huile, SuperCereal et Plumpy'Sup.

Besoins en produits alimentaires

17. La prolongation proposée des activités de l'IPSR nécessitera 17 092 tonnes de produits alimentaires supplémentaires et une augmentation de la valeur des transferts d'espèces et de bons représentant un montant de 13 732 800 dollars.

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR ACTIVITÉ				
Activité	Produits/transferts de type monétaire	Besoins en produits alimentaires (<i>en tonnes</i>) Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Besoins actuels	Augmentation/ baisse	Total après révision
Assistance d'urgence – distributions générales de vivres	Produits alimentaires	44 169	1 954	46 123
	Transferts de type monétaire	21 645 000	2 368 800	24 013 800
Redressement rapide – activités 3A	Produits alimentaires	6 865	3 713	10 578
	Transferts de type monétaire	6 939 000	4 500 000	11 439 000
Traitement de la malnutrition aiguë modérée	Produits alimentaires	17 946	4 912	22 858
Prévention de la malnutrition aiguë	Produits alimentaires	2 602	-	2 602
Renforcement de la résilience – activités 3A	Produits alimentaires	21 034	6 808	27 842
	Transferts de type monétaire	5 050 500	6 864 000	11 914 500
Total	Produits alimentaires	92 616	17 387	110 003
	Transferts de type monétaire	33 634 500	13 732 800	47 367 300

Évaluation des risques et mesures de préparation

18. Des conditions climatiques défavorables, comme de fortes pluies, pourraient entraîner une dégradation de l'état des routes et retarder la livraison des produits. Pour atténuer ce risque, le PAM prépositionnera des stocks de vivres dans des entrepôts situés à proximité des communautés secourues.
19. Les points de distribution des vivres et des transferts de type monétaire seront situés dans des endroits sûrs, à proximité des communautés secourues, afin de garantir la sécurité des bénéficiaires. Le PAM et les partenaires coopérants communiqueront le calendrier des distributions aux autorités locales afin qu'elles puissent appuyer la sécurité des opérations. Les bénéficiaires seront sensibilisés aux mesures de sécurité à prendre pour réduire leur vulnérabilité face aux vols et aux violences (aller en groupe jusqu'aux sites de distribution, par exemple). Grâce à la mise en place des comités communautaires chargés d'examiner les réclamations et de boîtes à suggestions ainsi qu'à la récente activation d'une permanence téléphonique, le PAM pourra assurer le suivi des observations et des réclamations des bénéficiaires concernant notamment la qualité et la quantité des vivres distribués, la prestation des services, le ciblage et les problèmes de sécurité, et y donner suite.

20. Les interventions du PAM ont été conçues de manière à répondre aux besoins des différents groupes de bénéficiaires. Un partenaire sur le terrain est chargé d'aider les bénéficiaires à accéder aux mécanismes de réclamation et de les sensibiliser à l'importance de l'accès des femmes et des hommes, sur un pied d'égalité, à ces dispositifs. Afin d'assurer le respect de la dignité et la protection, des dispositifs seront établis pour garantir le bon fonctionnement lors des distributions des files prioritaires destinées aux bénéficiaires extrêmement vulnérables.
21. Le PAM est certes parvenu à mobiliser les ressources nécessaires pour financer l'intervention d'urgence lancée face au phénomène El Niño en 2016, mais cela n'exclut pas le risque que des ruptures d'approvisionnement se produisent pendant la période correspondant à la prolongation de l'IPSR. Pour atténuer ce risque, le PAM cherchera de plus en plus à se rapprocher de donateurs non habituels, à renforcer les partenariats déjà instaurés avec certaines parties prenantes et à privilégier les stratégies conjointes de mobilisation de ressources. Une stratégie détaillée en matière de partenariat a été récemment parachevée, et un exercice de recensement des donateurs a été mené à bien. En outre, les activités de plaidoyer et de communication seront améliorées afin de mieux faire connaître l'appui qu'apporte le PAM aux efforts nationaux consentis pour atteindre le deuxième objectif de développement durable à Madagascar.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE LA RÉVISION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	14 330	5 628 349	
Légumes secs	2 150	989 459	
Huile et matières grasses	736	712 783	
Aliments composés et mélanges	172	526 157	
Total, produits alimentaires	17 387	7 856 748	
Transport extérieur		1 024 882	
Transport terrestre, entreposage et manutention		2 633 615	
Autres coûts d'appui directs – produits alimentaires		415 544	
Produits alimentaires et coûts connexes¹			11 930 788
Transferts de type monétaire		13 732 800	
Coûts connexes		3 852 814	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			17 585 614
Développement et augmentation des capacités			1 142 422
Coûts opérationnels directs			30 658 825
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			5 396 008
Total des coûts directs du projet			36 054 832
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			2 523 838
Coût total pour le PAM			38 578 671

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement des coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

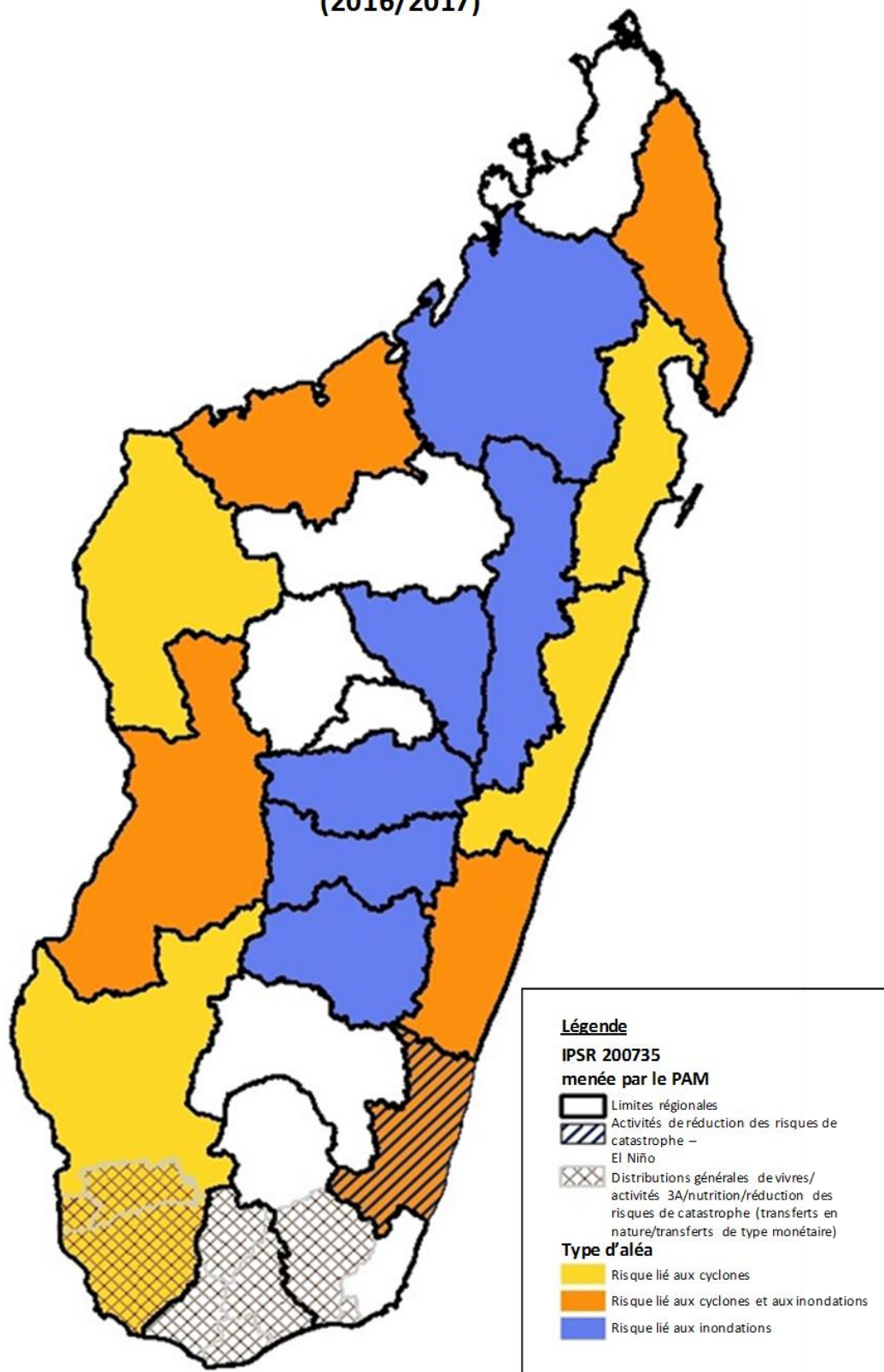
ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	1 650 040
Agents des services généraux	1 284 072
Total partiel	2 934 112
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	120 854
Sécurité	210 237
Voyages et transport	528 682
Études préalables, évaluations et suivi ¹	150 000
Total des coûts d'appui directs	5 396 008

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II

IPSR Madagascar 200735
Zones d'intervention et cartographie des aléas
(2016/2017)



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition